



ENTRE NÉGOCIATION POLITIQUE ET GUERRE DE DÉCOLONISATION

Largement méconnue en France, l'histoire de la décolonisation du Cameroun sous tutelle française, oscillant entre indépendance négociée et conflit armé, est emblématique des enjeux et des modalités de la fin de l'empire français, dont elle souligne le caractère hybride.

■ POINT D'ENTRÉE POSSIBLE DANS LES PROGRAMMES

En troisième : [Le monde depuis 1945](#)

■ MISE AU POINT HISTORIQUE

D'abord protectorat allemand (1884-1916), le *Kamerun* est divisé et placé sous administrations britannique et française après la Première Guerre mondiale, d'abord en tant que « territoires sous mandat » de la SDN (1919), puis « sous tutelle » de l'ONU (1946).

Dans la partie « française », l'entre-deux-guerres est marqué par l'essor d'une classe politique camerounaise, dont les acteurs investissent progressivement les institutions créées par la puissance tutélaire. Si cette dernière reste, malgré tout, maîtresse du jeu politique, elle ne peut empêcher l'émergence de mouvements d'opposition contestant l'ordre colonial, qu'elle réprime sévèrement notamment lors des événements violents de Douala en 1945, puis d'un courant radicalement indépendantiste, incarné après 1948 par l'Union des populations du Cameroun (UPC), dont la figure de proue est Ruben Um Nyobè. Le succès croissant de l'UPC, marqué par la création de l'Union démocratique des femmes du Cameroun (1952) et de la Jeunesse démocratique camerounaise (1954), incite la France à accélérer, pour mieux le contrôler, le processus de transition politique qui justifie *a priori* son statut de puissance tutélaire depuis 1946. Elle confie ainsi les postes à responsabilité des institutions camerounaises aux acteurs d'une élite formée à l'école française, enclue à assurer la préservation de ses intérêts postcoloniaux : une transition maîtrisée qui voit s'affirmer le premier ministre et futur président Ahmadou Ahidjo, dans le cadre d'un Cameroun transformé en « État sous tutelle » (1957), puis disposant de son autonomie interne (1959), avant d'accéder à l'indépendance totale (1960).

Dans le même temps, l'administration coloniale accentue la répression policière et judiciaire de l'UPC, allant jusqu'à interdire le parti et ses composantes après une série de manifestations ayant prouvé son assise populaire (mai-juillet 1955). Entrés dans la

clandestinité, les indépendantistes choisissent de s'exiler, de prendre le maquis ou de recourir à la lutte armée (décembre 1956), à laquelle l'administration coloniale, puis le gouvernement camerounais, répondent par une répression de plus en plus militaire. En Sanaga-Maritime d'abord (1956-1958), où Ruben Um Nyobè est assassiné en septembre 1958, puis dans l'ouest du Cameroun ensuite (1958-1961), où les troupes coloniales interviennent au-delà même de l'indépendance afin de consolider le nouveau régime. Les pratiques de la guerre font écho à celles qui sévissent alors en Algérie : déplacement forcé de milliers de familles vers des camps de « regroupement », campagnes d'« action psychologique » et embriagadement des civils dans la lutte contre l'UPC, torture et exécutions sommaires en amont ou lors des opérations de « contre-guérilla » – autant de violences dont souffrent autant les combattants, femmes ou hommes, que les populations civiles.

L'indépendance du Cameroun se réalise ainsi à mi-chemin entre concertation diplomatique et conflit armé, qui favorise *in fine* la construction et l'affirmation d'un État autoritaire en Afrique centrale – avec l'appui, notamment militaire, d'une France soucieuse de préserver ses intérêts postcoloniaux.

■ PROPOSITION PÉDAGOGIQUE

Cette proposition pédagogique vise à illustrer la manière dont la décolonisation du Cameroun peut permettre aux professeurs de traiter la question des indépendances et de la construction des nouveaux États après 1945, en s'extirpant d'une vision schématique opposant les décolonisations négociées, longtemps perçues comme « pacifiques » (Sénégal, Mali, etc.), à celles obtenues à l'issue d'un conflit, généralement violent et particulièrement traumatique (Indochine, Algérie).

En la matière, l'enseignant pourra utiliser [les ressources produites par l'Encyclopédie historique et numérique de l'Europe \(EHNE\) à partir des travaux de la Commission Cameroun](#), au [choix parmi une série de sept vidéos](#) portant chacune sur une photographie tirée d'un fonds d'archives.

- Mission de visite de l'ONU à Fort-Foureau, dans le Nord-Cameroun.
- Membres d'un comité de base, à l'origine d'une pétition destinée à l'ONU.
- Upécistes en exil à Accra après l'interdiction de leur parti par l'administration coloniale.
- Maquisards de l'UPC dans l'Ouest-Cameroun, autour du leader Paul Momo.
- Groupe d'enfants dans un camp de « regroupement » en Sanaga-Maritime.
- Corps du leader de l'UPC Ruben Um Nyobè après son assassinat par l'armée française.
- Discours du premier ministre Ahmadou Ahidjo à l'occasion des cérémonies de l'indépendance.

Brèves, accessibles à des élèves de troisième et accompagnées d'une courte notice explicative utile à l'enseignant, ces vidéos permettent d'aborder simplement toute la complexité d'une décolonisation hybride : le statut du territoire après 1945 et le rôle qu'y joue l'ONU, l'essor d'un mouvement indépendantiste et la montée en puissance d'élites soutenues par la France, ou encore les modalités de la guerre menée contre l'UPC par l'armée française.

L'exploitation de telles ressources peut se faire sur un volume de deux heures de cours en classe entière. Dans un premier temps, et après avoir brièvement contextualisé l'étude de cas (en s'appuyant, par exemple, sur la projection de la carte et de la frise

chronologique extraites du rapport de la Commission Cameroun), l'enseignant peut envisager de répartir la classe en petits groupes de trois à quatre élèves, confier à chacun d'entre eux le visionnage d'une vidéo et la lecture d'une notice, et leur proposer d'en préparer une courte synthèse permettant de présenter la photographie et l'enjeu du conflit auquel elle renvoie. Dans un second temps, chaque groupe peut brièvement exposer à l'ensemble de la classe son travail, l'enseignant reprenant au tableau l'essentiel des éléments apportés par chacun, par exemple sous la forme d'une carte mentale esquissée au tableau et reproduite par tous les élèves en guise de trace écrite, avant de conclure sur le caractère hybride de cette décolonisation camerounaise et sur la complexité des faits historiques.

■ BIBLIOGRAPHIE ET RESSOURCES

PUBLICATIONS UNIVERSITAIRES

- DELTOMBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, TATSITSA Jacob (2011), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.
- KENNÉ FAUSTIN Magelan (2022), *Vivre sous maquis : Décolonisation, nationalisme et architecture militaire à l'Ouest Cameroun de 1957 à 1971*, Yaoundé, Première Lignes Éditions.
- MBEMBE Achille (1996), *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, L'Harmattan.
- MARC, Michel (2018), *La France au Cameroun : partir pour mieux rester ? (1919-1960)*, Paris, Les Indes Savantes.
- RAMONDY Karine, dir. (2025), *La France au Cameroun (1945-1971). Rapport de la Commission « Recherche » sur le rôle et l'engagement de la France dans la lutte contre les mouvements indépendantistes et d'opposition au Cameroun de 1945 à 1971*, Paris, Hermann.
- Synthèse, carte et chronologie du rapport de la Commission Cameroun : Voir annexes.